revue d'Allemagne

**Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande**

**53-2 | 2021**
**Les homosexualités en Allemagne (XIX^e^-XXI^e^ siècles) : un « Sonderweg » ?**

# Penser les homosexualités en RDA à la lumière du *Kaiserreich* et de la République de Weimar : une histoire longue de la surveillance des homosexualités en Allemagne

**Sarah Kiani**

OpenEdition Journals

**Édition électronique**
URL : https://journals.openedition.org/allemagne/2835
DOI : 10.4000/allemagne.2835
ISSN : 2605-7913

**Éditeur :**
Presses universitaires de Strasbourg, Société d'études allemandes

**Édition imprimée**
Date de publication : 31 décembre 2021
Pagination : 361-378
ISSN : 0035-0974

Ce document vous est fourni par Humboldt-Universität zu Berlin

HUMBOLDT-UNIVERSITÄT ZU BERLIN

**Référence électronique**
Sarah Kiani, « Penser les homosexualités en RDA à la lumière du *Kaiserreich* et de la République de Weimar : une histoire longue de la surveillance des homosexualités en Allemagne », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande* [En ligne], 53-2 | 2021, mis en ligne le 31 décembre 2022, consulté le 03 septembre 2024. URL : http://journals.openedition.org/allemagne/2835 ; DOI : https://doi.org/10.4000/allemagne.2835

Le texte et les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés), sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

# Penser les homosexualités en RDA à la lumière du *Kaiserreich* et de la République de Weimar : une histoire longue de la surveillance des homosexualités en Allemagne

■ Sarah Kiani *

Traiter de la question des homosexualités en République démocratique allemande (RDA), c'est inscrire ses recherches à la croisée de différents champs. Il ne s'agit pas uniquement de l'histoire du genre et des sexualités, mais également de l'histoire de la RDA et de la nature spécifique du pouvoir exercé par l'État socialiste. Ce dernier aspect a déjà fait l'objet d'une riche historiographie et continue d'alimenter la plupart des travaux sur la RDA[1]. Si le régime est-allemand a été considéré à sa chute principalement sous l'angle du concept de « totalitarisme », systématisé par Hannah Arendt, comme une « seconde dictature », cette perspective d'un État omnipotent a depuis été remise en cause, notamment en raison de l'éclosion de mouvements de protestation dans les années 1950 et 1960, ainsi qu'en raison de la relative indépendance de l'Église protestante par rapport à l'État à partir de la fin des années 1960. Le concept de totalitarisme, outre qu'il est disqualifié au moins depuis les années 1960 et qu'il implique la quasi inexistence d'une société civile, apparaît par ailleurs inopérant pour comprendre la soudaineté de l'implosion du régime, qui n'avait été pressentie par aucun des observateurs de l'Allemagne de l'Est[2]. Un nouveau courant historiographique proposant une lecture plus nuancée du régime est ainsi apparu dans la seconde moitié des années 1990, représenté notamment par le *Zentrum für Zeithistorische Forschung* de Potsdam (ZZF). Sans nier son caractère dictatorial, Konrad H. Jarausch souligne

* Maître-assistante en études genre à la Maison d'analyse des processus sociaux de l'Université de Neuchâtel et chercheuse associée au Centre Marc Bloch de Berlin.

1 Pour une discussion sur la question du pouvoir en RDA, voir : Dolores L. Augustine, « The Power Question in the GDR History », *German Studies Review*, 34/3 (2011), p. 633-652.

2 Jay Rowell, « L'étonnant retour du 'totalitarisme'. Réflexions sur le 'tournant' de 1989 et l'historiographie de la RDA », *Politix*, 47 (1999), p. 131-150.

par exemple les logiques contradictoires du régime entre aspirations égalitaires et pratiques dictatoriales[3].

L'étude des sexualités en RDA, qui intéresse tout particulièrement la recherche anglo-saxonne, constitue une clé d'entrée pour interroger la nature du régime et participe à l'écriture de l'histoire sociale de l'Allemagne de l'Est. Alors que l'historiographie de la RDA a longtemps cherché à comprendre les limites de la domination du régime, c'est-à-dire jusqu'à quel point l'État est-allemand parvenait à s'immiscer dans les vies quotidiennes, des travaux plus récents s'appuient sur les sexualités afin de montrer dans quelle mesure cet État aurait été au contraire plus tolérant, voire plus ouvert à cet égard que les pays du bloc de l'Ouest, et en particulier que la République fédérale d'Allemagne (RFA). Ainsi, à l'image de Josie McLellan, selon qui la répression politique est-allemande a pu aller de pair avec une certaine liberté sexuelle et même une « révolution sexuelle »[4], certain·e·s auteur·e·s analysent la société de la RDA sous l'angle des sexualités pour montrer son relatif libéralisme, et ce en particulier à partir de la fin des années 1960 et du début des années 1970[5].

Je souhaite m'inscrire ici dans ce débat historiographique en analysant la question du pouvoir étatique exercé sur les sexualités en RDA à partir de l'étude de la surveillance des homosexuel·le·s et apporter ainsi plus largement quelques pistes de réflexion pour l'histoire aussi bien de l'État est-allemand que des homosexualités en Allemagne. Il s'agit en premier lieu de démontrer que la surveillance des homosexuel·le·s opérée en RDA n'est pas uniquement à mettre au compte des spécificités de ce régime politique et qu'il est nécessaire de la considérer plutôt dans une perspective au long cours comme étant constitutive de l'histoire même des homosexualités en Allemagne. Autrement dit, je propose d'envisager la surveillance des homosexualités en RDA dans la continuité avec les régimes précédents plutôt que dans la rupture. Par ailleurs, l'analyse des pratiques de surveillance doit nous inciter à nous interroger également sur l'articulation qui a pu exister entre la surveillance et la répression. J'adopte ici la définition large de la répression proposée par Jennifer Earl, à savoir « l'action étatique ou privée qui a pour but de prévenir, contrôler ou contraindre l'action collective non-institutionnelle (par ex. la protestation), incluant son initiation »[6].

---

3 Konrad H. Jarausch (éd.), *Dictatorship as Experience. Towards a Socio-Cultural History of the GDR*, New York/Oxford, Berghahn, 1999.

4 Josie McLellan, *Love in the Time of Communism. Intimacy and Sexuality in the GDR*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011.

5 Voir notamment : Sarah Kiani, « Libération homosexuelle et *socialisme réel* à Berlin-Est », *20 & 21. Revue d'histoire*, 1/145 (2020), p. 121-133 ; Erik G. Huneke, *Morality, Law, and the Socialist Sexual Self in the German Democratic Republic, 1945-1972*, thèse de l'Université du Michigan, 2013 (deepblue.lib.umich.edu/bitstream/handle/2027.42/97942/ehuneke_1.pdf?sequence=1) ; Erik G. Huneke, « Sex, Sentiment, and Socialism. Relationship Counseling in the GDR in the Wake of the 1965 Family Law Code », in : Scott Spector, Helmut Puff, Dagmar Herzog (éd.), *After the History of Sexuality. German Genealogies with and Beyond Foucault*, New York/Oxford, Berghahn (Spektrum. Publications of the German Studies Association), 2012, p. 231-247 ; Andrew I. Port, « Love, Lust and Lies under Communism. Family Values and Adulterous Liaisons in Early East Germany », *Central European history*, 44/3 (2011), p. 478-505 ; Mark Fenemore, *Sex, Thugs and Rock 'n' Roll*, New York/Oxford, Berghahn (Monographs in German History, vol. 16), 2007.

6 Jennifer V. Earl, « Political Repression : Iron Fists, Velvet Gloves, and Diffuse Control », *Annual Review of Sociology*, 37 (2011), p. 261-264, ici p. 263. Citation originale : « […] as state or private action meant to prevent, control, or constrain noninstitutional, collective action (e.g., protest), including its initiation. »

J'analyserai les différentes formes de surveillance des homosexuel·le·s en RDA à partir principalement de l'étude des dossiers de surveillance produits par la *Staatssicherheit* (Stasi), la police politique est-allemande[7]. Je me concentrerai principalement sur les années 1970 et 1980, qui correspondent à la fois à la période d'apparition et d'activité des premiers groupes homosexuels organisés en RDA et à la période pour laquelle nous disposons du plus grand nombre de dossiers de surveillance. Dans un second temps, je présenterai à partir des études déjà existantes les pratiques de surveillance menées sous le *Kaiserreich* et la République de Weimar, qui sont également souvent considérés comme des périodes de grande liberté pour les homosexuel·le·s, afin de pouvoir les confronter avec le cas est-allemand. Enfin, je conclurai par une réflexion sur l'articulation entre surveillance et répression des homosexualités en soulignant les continuités de cette articulation à travers l'histoire de l'Allemagne depuis le *Kaiserreich* jusqu'à la RDA.

## Surveillance et répression des homosexualités en RDA

### *Les années 1950 et 1960 : le cas Hans Mayer*

À l'exception notable du travail de Maria Borowski, qui a effectué des entretiens avec des homosexuel·le·s ayant vécu en Allemagne de l'Est entre 1949 et 1969[8], les études sur les homosexualités durant les deux premières décennies de la RDA sont relativement rares. L'absence de mouvement homosexuel explique sans doute ce désintérêt de la recherche en donnant la fausse impression qu'il n'y aurait rien à en dire. Pour cette première phase, nous en savons donc relativement peu sur l'histoire des homosexualités en RDA et il est assez difficile de conclure de manière définitive sur l'articulation entre surveillance et répression des homosexualités pendant cette période. Nous posons cependant l'hypothèse que, comme pour les années 1970 et 1980, la question des sexualités dans la sphère privée ne cristallise pas particulièrement l'attention du service de renseignement est-allemand. L'homosexualité ne deviendrait une catégorie opérante qu'à partir du moment où une personne est sur le point d'être discréditée par le régime.

Par exemple, le germaniste et intellectuel Hans Mayer (1907-2001), dont une riche documentation sur ses années passées en RDA et une partie des dossiers de la Stasi le concernant ont été publiées par Mark Lehmstedt[9], fait certes l'objet d'une surveillance minutieuse, mais son homosexualité n'apparaît longtemps que de manière anecdotique dans les rapports[10]. En 1956, il y est indiqué que des bruits courent concernant son

---

7 Les dossiers de surveillance de la Stasi sont hétérogènes, mais majoritairement composés de rapports de surveillance, de rapports d'écoutes téléphoniques, de documents internes aux groupes, tels que des flyers ou des procès-verbaux. L'accès aux dossiers nominatifs n'étant possible qu'avec l'accord des personnes concernées, je m'appuie avant tout sur les documents de surveillance des groupes repérés par la Stasi. Ces archives sont principalement conservées au *Bundesbeauftragte für die Unterlagen des Staatssicherheitsdienstes der ehemaligen deutschen Demokratischen Republik* (BStU) à Berlin, mais se retrouvent également dans d'autres archives telles que les *Bundesarchive* (BA) ou le *Schwules Museum Berlin*.

8 Maria Borowski, *Parallelwelten. Lesbisch-schwules Leben in der frühen DDR*, Berlin, Metropol, 2017.

9 Mark Lehmstedt, *Der Fall Hans Mayer. Dokumente 1956-1963*, Leipzig, Lehmstedt, 2007.

10 Sarah Kiani, « Hans Mayer en RDA (1956-1963). Processus de disqualification et construction de l'homosexualité », *Revue Germanique Internationale*, 33 (2021), p. 55-69.

homosexualité à l'Institut de germanistique de l'Université de Leipzig où il enseigne, sans que cela donne lieu à quelque développement que ce soit[11]. Dans un rapport de 1957, l'un des agents de la Stasi considère que Mayer souffre d'un « sentiment d'infériorité par rapport aux femmes »[12], dont on peut supposer qu'il l'attribue aux rumeurs concernant son homosexualité. Dans la masse des documents de surveillance rassemblés par Lehmstedt, l'homosexualité apparaît finalement fort peu. Pour comprendre la surveillance dont Mayer fait l'objet, il est nécessaire de prendre en compte la politique exercée à ce moment-là par le régime à l'égard des intellectuels, une politique que Sonia Combe qualifie de « neutralisation » du milieu académique entamée depuis le début des années 1950[13]. Plus spécifiquement encore, la surveillance de Mayer est sans doute due à ses liens étroits avec son collègue Ernst Bloch (1885-1977), un philosophe aux prises de position hostiles au Parti. Par ailleurs, Combe relève que la Stasi abandonne au fur et à mesure la répression au profit d'une surveillance tentaculaire. Il est donc parfois difficile d'établir avec certitude pourquoi une personne est surveillée, tant cet appareil de surveillance semble s'intéresser à presque tout le monde. Ce qui est en revanche certain, c'est que la Stasi s'intéresse alors bien davantage aux conceptions du marxisme de Mayer, jugées hétérodoxes, qu'à sa vie privée.

La surveillance en tant que telle, pratique routinière de plus en plus importante au fil des années, n'équivaut pas nécessairement à un discrédit. Bien qu'il soit surveillé, Mayer est généralement décrit positivement dans les rapports, parfois même très positivement. Cependant, au fil des années, il est de moins en moins bien évalué par les différents « *geheimen Informatoren* » (GI), les agents secrets. La méfiance étatique à son encontre semble notamment avoir été déclenchée par sa publication en 1962 d'un recueil de textes qui porte pour titre *Ansichten. Zur Literatur der Zeit* et un article en son sein qui concerne le roman de Boris Pasternak (1890-1960) *Docteur Jivago*, considéré comme anticommuniste. Dès lors, l'homosexualité apparaît dans les rapports : elle est argumentée et semble participer pleinement du portrait du germaniste et justifier son discrédit. En 1962, il est mentionné qu'il entretient une relation homosexuelle avec un joueur de football[14] et qu'il aurait des relations sexuelles tarifées avec des jeunes prostitués de la gare centrale de Leipzig[15]. À partir du moment où Mayer fait l'objet d'évaluations négatives dans les rapports, l'homosexualité semble devenir une catégorie opérante permettant d'étayer le portrait d'un ennemi d'État. S'estimant menacé, Mayer quitte la RDA en 1963. Des recherches plus approfondies sur les années 1950 et 1960 seraient toutefois nécessaires pour appuyer la thèse selon laquelle la « création » de la catégorie d'homosexuel ne deviendrait pertinente pour

11 « Ministerium für Staatsicherheit, BV Leipzig, Abt. V/1 : Sachstandsbericht über das vorhandene Material gegen Prof. Bloch und andere, 21.12.1956 », in : M. Lehmstedt, *Der Fall Hans Mayer* (note 9), p. 26.

12 « Aktenvermerk zum Treffen mit GI 'Rengies', 05.03.1957 », in : M. Lehmstedt, *Der Fall Hans Mayer* (note 9), p. 55. Citation originale : « Minderwertigkeitsgefühl in Bezug auf Frauen ».

13 Sonia Combe, *Une société sous surveillance. Les intellectuels et la Stasi*, Paris, Albin Michel, 1999.

14 « Ministerium für Staatsicherheit, BV Leipzig, Abt. V/6 (LTN. Leopold) : Operativplan zur Bearbeitung des Beschuldigten im Ü.-Vorgang 'Literat' », in : M. Lehmstedt, *Der Fall Hans Mayer* (note 9), p. 374.

15 « Ministerium für Staatsicherheit, BV Leipzig, Abt. V/6 (LTN. Leopold) : Bericht, btre. Prof. Hans Mayer, 07.02.1962 », in : M. Lehmstedt, *Der Fall Hans Mayer* (note 9), p. 370.

l'évaluation qu'à partir du moment où une personne placée sous surveillance est considérée comme un ennemi d'État par le régime. Pour ce qui est des années 1970 et 1980 en revanche, mes propres recherches le corroborent.

*Les années 1970 et 1980 : surveiller et tolérer*

En 1968, le § 175 du code pénal, qui avait été maintenu après la guerre en RDA, mais sans être véritablement appliqué depuis la fin des années 1950, est aboli[16]. Désormais, seules les relations homosexuelles, masculines comme féminines, entre un majeur et un mineur de moins de 18 ans (contre 16 ans en cas d'actes hétérosexuels) tombent sous le coup de la loi au titre du § 151 et ce sont seulement 300 condamnations environ qui sont rendues pour ce motif jusqu'à l'abolition de la disposition à la fin des années 1980[17]. En comparaison, la RFA dépénalise également les relations homosexuelles entre majeurs consentants en 1969, mais elle fixe la majorité sexuelle pour les hommes ayant des relations avec d'autres hommes à 21 ans (puis 18 ans, à partir de 1973) et elle continue de réprimer la prostitution homosexuelle jusqu'en 1973[18]. Au-delà même de ce seul aspect judiciaire, la répression des homosexualités, au sens large, est plutôt faible en RDA durant les années 1970 et 1980, comme nous allons le voir dans la suite de l'article.

En revanche, cette période correspond également à une recrudescence des pratiques de surveillance de la Stasi en général et les homosexuel·le·s n'en sont pas épargné·e·s. En effet, selon les mots de Sonia Combe, « d'institution répressive, elle [la Stasi] se transforme progressivement en organe de surveillance » à partir de 1958, puis « de 1970 à 1989, elle perfectionne sa fonction de surveillance au point de devenir le *panopticon* de la société est-allemande »[19]. Pour l'historienne, c'est justement « l'état permanent de visibilité dans lequel se trouve la population » qui « rend superflue la fonction répressive, cette dernière n'étant plus exercée que de façon sélective »[20]. L'analyse des rapports de surveillance des homosexuel·le·s, qui, tout comme les rapports concernant les autres membres de la société, prolifèrent donc à partir des années 1970, montre cependant que cette surveillance ne se cristallise toujours pas prioritairement autour de la question de leur sexualité. Ce n'est pas leur homosexualité en tant que telle qui est perçue comme un danger, mais leur éventuelle hostilité au régime.

Généralement, l'attention de la Stasi porte avant tout sur les groupes organisés de la société civile, car ils sont considérés par l'État comme des contre-pouvoirs susceptibles de menacer le régime. Or, les homosexuel·le·s d'Allemagne de l'Est commencent justement à se structurer à partir des années 1970[21]. Le premier groupe homosexuel,

---

16 Christian Schäfer, « *Widernatürliche Unzucht* » *(§§ 175, 175a, 175b, 182a. F. StGB). Reformdiskussion und Gesetzgebung seit 1945*, Berlin, Berliner Wissenschafts-Verlag, 2006, p. 209-214.

17 Rainer Hoffschildt, « 140.000 Verurteilungen nach § 175 », *Invertito. Jahrbuch für die Geschichte der Homosexualitäten*, 4 (2002), p. 140-149, ici p. 148.

18 C. Schäfer, « *Widernatürliche Unzucht* » (note 16), p. 209-214.

19 Sonia Combe, « Figures de l'officier traitant à travers les archives de la Stasi », *Cultures & Conflits*, 53 (2004), p. 1-10, ici p. 2.

20 *Ibid.*, p. 3.

21 Voir notamment : S. Kiani, « Libération homosexuelle et *socialisme réel* à Berlin-Est » (note 5) ; J. McLellan, *Love in the Time of Communism* (note 4) ; Teresa Tammer, « In engen Grenzen und über die Mauer. Selbstbilder und Selbstbehauptungsstrategien der Homosexuelle Interessengemeinschaft Berlin (HIB) 1973-1980 », *Homosexualitäten Revisited*, 29/2 (2018), p. 132-152.

l'*Homosexuelle Interessengemeinschaft Berlin* (HIB), voit le jour en 1973 suite à la diffusion à la télévision ouest-allemande, également captée en Allemagne de l'Est, de *Nicht der Homosexuelle ist pervers, sondern die Situation, in der er lebt* de Rosa von Praunheim (né en 1942). Ce film, qui milite en faveur d'une « sortie du placard » des homosexuel·le·s, est vu dans un appartement du quartier de Prenzlauer Berg par une poignée de futurs membres de l'HIB « euphorisés », selon les mots du co-fondateur Peter Rausch (né en 1950), par la discussion qui s'ensuit[22]. Si le groupe est majoritairement composé d'hommes, quelques femmes en font initialement partie, mais elles finiront par s'organiser dans des groupes distincts à partir des années 1980 sous l'égide de l'Église protestante à l'instar des *Lesben in der Kirche*. Dès 1974, une partie des membres de l'HIB se réunit de manière informelle au sous-sol du *Gründerzeit Museum* de la célèbre travestie est-allemande Charlotte von Mahsldorf (1928-2002), haut lieu de la vie homosexuelle des années 1970 où avait été réinstallé le mobilier du bar gay Mulackritze fermé par les autorités de la RDA en 1951[23]. En plus des moments festifs, les rencontres sont centrées autour de thèmes tels que « le coming-out, les maladies sexuelles, la pédosexualité, les groupes marginalisés au sein du groupe marginal »[24]. L'HIB offre ainsi un espace d'expression et de libération pour des homosexuel·le·s alors encore très invisibilisé·e·s.

S'il est probable que la Stasi n'ait pas tout de suite repéré ses réunions dans le sous-sol du *Gründerzeit Museum*, plusieurs rapports attestent de la surveillance de l'HIB. Ainsi, suite à l'observation de l'assemblée générale du groupe, le 2 janvier 1976, un « *Inoffizieller Mitarbeiter* » (IM), c'est-à-dire un collaborateur officieux de la Stasi, rapporte que l'assemblée a lieu au domicile de l'un des fondateurs du groupe, Michael Unger (né en 1946), et que trente personnes étaient présentes. Il précise que le groupe se donne pour but les « rencontres organisées entre homosexuels et une reconnaissance de la société »[25] et que les réunions ont lieu dans des appartements privées dont l'adresse est uniquement communiquée par oral. L'IM, qui estime qu'il s'agit d'un « groupe de gauche radicale »[26], donne son appréciation concernant la position de loyauté du groupe vis-à-vis de l'État : il y aurait eu à l'occasion de cette soirée une déclaration contre l'État et le Parti, mais aussi contre la politique occidentale et, selon l'IM, il serait nécessaire de rechercher les éventuels liens du groupe avec la *Rote Armee Fraktion* (RAF) (Baader/Meinhof-Gruppe)[27]. Dans un rapport de mars 1976, l'IM remarque que l'HIB a des

22 Peter Rausch, « Seinerzeit, in den 70ern », in : Wolfram Setz (éd.), *Homosexualität in der DDR. Materialen und Meinungen*, Hambourg, Männerschwarm, p. 153-159, ici p. 154. Citation originale : « Vor allem die geschickt geführte Diskussion anschließend euphorisierte uns. »

23 *Ibid.*, p. 154.

24 *Ibid.*, p. 157. Citation originale : « Im Laufe des Abends bot die MulackRitze noch eine Diskussion an zu einschlägigen Themen wie Coming Out, Geschlechtskrankheiten, Pädosexualität, Randgruppen in der Randgruppe usw. »

25 Bericht, 21.01.1976, DDR Stasi-Überwachung, HIB 1, BStU 000122, Schwules Museum, Berlin, p. 1 du rapport. Citation originale : « Diese bestehen in der organisierten Zusammentreffung der Homosexuellen sowie einer gesellschaftlichen Anerkennung. »

26 Bericht, 21.01.1976, DDR Stasi-Überwachung, HIB 1, BStU 000123, Schwules Museum, Berlin, p. 2 du rapport. Citation originale : « Ich bin der Meinung, daß es sich um eine Linksradikale Gruppierung handelt. »

27 Bericht, 21.01.1976, DDR Stasi-Überwachung, HIB 1, BStU 000123, Schwules Museum, Berlin, p. 2 du rapport. Citation originale : « Die Äußerungen richten sich einmal gegen den Staat und die Partei.

liens avec « des artistes, des membres de l'intelligentsia, des étudiants et avec Berlin-Ouest »[28]. À la lecture des rapports, tout porte donc à croire que la position politique et les liens avec l'Ouest des personnes impliquées intéressent largement plus les IM que leur homosexualité, sur laquelle on trouve finalement peu de remarques. Malgré le caractère illégal du groupe, cette surveillance ne semble généralement conduire ni à des arrestations, ni à l'empêchement des rencontres. Si le ministère de l'Intérieur rejette à plusieurs reprises entre 1976 et 1979 les demandes officielles de l'HIB de constituer un « centre de communication »[29], il ne l'empêche aucunement de tenir ses activités. Il faut dire que l'HIB ne se présente pas comme un groupe hostile à l'État. Ses membres cherchent bien au contraire à montrer leur attachement au socialisme et l'importance de l'intégration des homosexuel·le·s pour le bon fonctionnement du régime[30]. Dans leurs différentes communications avec l'État, ils arguent même que l'accès au « socialisme réel » serait facilité par la libération homosexuelle. L'absence de répression de l'HIB ne signifie cependant pas pour autant qu'être homosexuel·le en RDA était sans conséquence. Preuve en est qu'un rapport de 1976, basé sur un enregistrement audio d'une rencontre, stipule au sujet des membres de l'HIB ou des homosexuel·le·s en général que « chacun d'entre eux a été diffamé et mis à l'écart d'une manière ou d'une autre par des fonctionnaires de notre État occupant des postes de direction en raison de sa disposition », c'est-à-dire de son homosexualité[31].

À partir de la fin des années 1970, les politiques à l'égard des homosexualités se transforment en RDA sous l'effet de dynamiques aussi bien *top-down* que *bottom-up*. Une des causes en est l'activisme de nouveaux groupes militants pour les droits des homosexuel·le·s, tels que le *Schwule/Lesben in der Kirche* ou certains *Arbeitskreise* (AK), qui voient le jour sous la protection de l'Église protestante aux côtés du *Friedensbewegung* qui s'opposent à la politique d'armement du régime. Ces groupes sont plus nombreux et comme ils participent aux manifestations du *Friedensbewegung*, ils sont plus visibles dans les années 1980 qu'ils ne l'étaient dans les années 1970 et l'État peut moins facilement les ignorer. Par ailleurs, la pression provoquée par la crise du sida pousse l'État à entreprendre une campagne de lutte contre les discriminations à l'égard des homosexuel·le·s[32]. En 1982, deux conférences sont organisées par les *Evangelische Akademien* à Berlin et Halle, respectivement intitulées *Theologische Aspekte der Homosexualität* et *Ein Plädoyer gegen tiefsitzende Vorurteile. Homosexualität und*

---

[…] Die Personen äußern sich aber auch sehr radikal gegenüber der westlichen Politik, wobei gewisse Zusammenhänge zur Bader/Meinhof-Gruppe zu suchen sind. »

28 Zusammenfassung zum operativen Material « Gruppe », 03.03.1976, DDR Stasi-Überwachung, HIB 1, BStU 000021, Schwules Museum, Berlin, p. 1 du rapport. Citation originale : « Diese Gruppierung hat Verbindung zu Künstlern, Angehörigen der Intelligenz, Studenten und nach Westberlin. »

29 Voir les copies des procès-verbaux de la Stasi concernant ces discussions au *Schwules Museum Berlin*, DDR HIB 4, 20.09.1979. Citation originale : « Kommunikationszentrum ».

30 S. Kiani, « Libération homosexuelle et *socialisme réel* à Berlin-Est » (note 5), p. 121.

31 Tonbandanschrift, Bericht, 24.02.1976, DDR Stasi-Überwachung, HIB 1, BStU 000003, Schwules Museum, Berlin. Citation originale : « Jeder einzelne von ihnen war aufgrund seiner Veranlagung in irgendeiner Form von leitenden Funktionären unseres Staates diffamiert und zurückgestellt worden. »

32 Raelynn J. Hillhouse, « Out of the Closet behind the Wall : Sexual Politics and Social Change in the GDR », *Slavic Review*, 49/4 (1990), p. 585-596.

*Homosexuelle in unserer Gesellschaft*. Au sein de l'Université Humboldt se met en place un groupe de travail interdisciplinaire qui produit une étude importante intitulée *Zur Situation homophiler Bürger in der Hauptstadt der DDR. Wissenschaftliche Analyse des Phänomens und Lösungsvorschläge*[33]. Deux conférences sur les « aspects psychosociaux de l'homosexualité » sont organisées en 1985 et 1988 par la *Société pour l'hygiène sociale* de RDA[34]. Le conseil d'administration des *Ehe- und Sexualberatungsstellen*, centres de conseil sur le mariage et la sexualité mis en place dans les années 1950, adopte en 1984 plusieurs thèses significatives sur les homosexualités par l'intermédiaire du sexologue Siegfried Schnabl (1927-2015), qui s'est souvent prononcé pour une meilleure intégration des homosexuel·le·s. Il reconnaît notamment que l'homosexualité est une variation de la sexualité humaine et non une maladie, que l'abrogation du § 175 en 1968 n'a pas mis fin aux préjugés et qu'il n'existe d'autres alternatives qu'une reconnaissance complète des homosexuel·le·s comme citoyens égaux[35].

Même s'ils ouvrent de nouvelles perspectives pour les homosexuel·le·s, ces changements de politique ne mettent pas fin à la surveillance des activités des groupes, ce qui conforte la thèse selon laquelle la surveillance est bien davantage motivée par la crainte de l'opposition politique que pourraient mener les personnes surveillées que par leurs sexualités. La surveillance des activités du groupe dans lequel milite le théologien Eduard Stapel (1953-2017), sans doute la figure la plus importante de l'AK *Homosexualität und Kirche* à Magdebourg, en est un bon exemple. Avec d'autres homosexuel·le·s anonymisé·e·s dans les rapports, il fait l'objet d'une « *Operative Personenkontrolle* », baptisée « *After Shave* », c'est-à-dire, dans le jargon de la Stasi, d'une « opération clandestine de reconnaissance et de surveillance de personnes ; principalement menée en cas de suspicion de comportement politiquement non conforme »[36]. Ce sont surtout les réunions et autres activités de l'AK qui sont surveillées et rapportées. Par exemple, un IM travaillant sous le nom d'emprunt Andreas Kramer surveille les rencontres entre les différents groupes homosexuels de RDA qui ont lieu du 19 au 21 avril 1985. Il liste les activités et décrit en quelques mots les discours prononcés et les thèmes débattus : les thèses du psychologue hollandais Gerard van der Aardweg (né en 1936) partisan de la possibilité de « guérir » les homosexuel·le·s, les liens entre les homosexualités et l'Église, les actions à mener dans l'espace public et vis-à-vis de l'État, en particulier le souci de déclarer les événements prévus, donc de les mener avec l'aval du régime, et d'éviter les confrontations avec celui-ci[37]. Le travail des AK se fait généralement de

33 Detlef Grumbach, Günter Grau, « Aktenvermerk : 'Homosexuel'. Die Stasi und die Schwulen », *Magnus. Das schwule Magazin*, 02 (1994), p. 11-16.

34 Erwin Gunther, Kurt Bach (éd), *Psychosoziale Aspekte der Homosexualität*, Iéna, Friedrich-Schiller-Universität, 1989.

35 Zur Behandlung der Probleme Homosexueller in den Ehe-und Beratungsstellen – Beschluß des Vorstandes, Mfs HA XX/AKG 5395, 000155-000161, BStU, Berlin.

36 Der Bundesbeauftragte für die Unterlagen des Staatssicherheitsdienstes der ehemaligne Deutschen Demokratischen Republik (éd.), *Abkürzungsverzeichnis. Häufig verwendete Abkürzungen und Begriffe des Ministerium für Staatssicherheit*, Berlin, 2015, p. 59. Citation originale : « Operative Personenkontrolle : Konspirativer Vorgang zur Aufklärung und Überwachung von Personen ; meist angelegtes bei Verdacht auf politisch nicht konformes Verhalten […] ».

37 Bericht zu Realisierung des Auftrages : Aufklärung Pläne und Absichten der zentralen Beratung aller AKHS der DDR vom 19.04 bis 21.04.1985 in Dresden, 24.04.1985, MfS-HA XX/9 1974, 0000074, BStU.

manière transparente vis-à-vis de l'État et les militant·e·s savent qu'elles et ils n'ont pas intérêt à s'opposer au régime. Bien que surveillées, les activités peuvent généralement se dérouler sans heurts et parfois même de manière plus ou moins ouverte sur l'extérieur. Le 17 janvier 1986, une « source inofficielle » mentionne par exemple que Stapel, qui cherche à unifier les différents groupes homosexuels, a envoyé une invitation à quinze autres AK au sujet des activités à organiser et il ajoute que si les rencontres sont généralement internes, des activités publiques, telles qu'une « soirée ouverte avec musique et discussions » ou encore un culte, sont également envisagées[38].

De la même manière, les actions en faveur de la reconnaissance de la persécution national-socialiste des homosexuel·le·s, qui occupent les groupes des années 1980, ne sont en principe pas empêchées par l'État tant qu'elles sont effectuées selon les règles. Le 30 juin 1984, une visite organisée par des AK à Buchenwald et une autre à Sachsenhausen peuvent ainsi se dérouler avec l'aval du directeur du *Nationale Mahn- und Gedenkstätte Buchenwald und Sachsenhausen* (NMG), du *Komitee der Antifaschisten Widerstandskämpfer* et du ministère de la Culture à condition qu'elle ne donne pas lieu à des « provocations politiques »[39] et au régime de constater suite à la manifestation que les participant·e·s « ne voulaient pas de confrontation avec les organes étatiques et se sont, aussi bien dans les mémoriaux qu'à l'extérieur dans l'espace public, comportés avec discipline »[40]. Il en va de même en ce qui concerne une action commémorative à Berlin-Treptow le 24 juin 1984, lors de laquelle l'étudiant en théologie Karsten Friedel prononce un discours sur « la persécution des homosexuels par le fascisme allemand »[41]. Ces manifestations se déroulent donc sous l'œil de la Stasi, mais sans confrontation. Ce n'est en revanche pas le cas de la visite de l'ancien camp de concentration de Ravensbrück organisée en 1984 par l'AK *Lesben in der Kirche* et l'*Homosexuelle Selbsthilfe*. Les femmes ont certes obtenu l'aval du NMG, mais elles n'ont pas jugé nécessaire de formuler une demande officielle auprès de l'État[42]. Les visiteuses déposent une couronne de fleurs en mémoire des femmes prisonnières du camp, en particulier les lesbiennes, et inscrivent quelques mots dans le livre d'or. Mais ces derniers disparaissent mystérieusement quatre jours plus tard et la police empêche

---

38 Zum « Leitertreffen homosexueller Arbeitskreise » vom 17.01-19.01.86 in der evangelischen Hoffnungsgemeinde Magdeburg, 17.01.1986, MfS-HA XX/9 1974, 0000077, BStU, Berlin.

39 Information zu geplanten Kranzniederlegungen in den Nationalen Mahn- und Gedenkstätten Buchenwald und Sachsenhausen am 30.06.1984 durch Zusammenschlüsse homosexuell veranlagter Personen, MfS-HAU XX/AKG 524, 000189-00191, ici 000191, BStU Berlin. Citation originale : « politische Provokationen ».

40 Über die Kranzniederlegung in Buchenwald und Sachsenhausen am 30.06.1984 durch Gruppen der Homosexuellen, 02.07.1984, MfS-HA XX/AKG 524, 000224-000226, ici 000224. Citation originale : « Sie wollten keine Konfrontation mit den staatlichen Organen und haben sich sowohl innerhalb der Gedenkstätten als auch außerhalb in der Öffentlichkeit diszipliniert bewegt. »

41 Über eine Veranstaltung des Arbeitskreises Homosexualität am 24.06.1984 in der Bekenntniskirche Berlin-Treprow, 28.06.1984, MfS-HA XX/AKG 524, 000180-000181, ici document 000180. Citation originale : « Die Verfolgung der Homosexuellen durch den deutschen Faschismus ».

42 Samirah Kenawi, « Konfrontation mit dem DDR-Staat. Politische Eingaben und Aktionen von Lesben am Beispiel Ravensbrück », in Gabriele Dennert, Christiane Leidingen, Franziska Rauchut (éd.), *In Bewegung bleiben. 100 Jahre Politik, Kultur und Geschichte von Lesben*, Berlin, Querverlag, 2007, p. 118-121.

la visite suivante en avril 1985. Les militantes sont arrêtées à la gare de Fürstenberg, insultées et interrogées, leurs passeports sont confisqués, puis elles sont renvoyées à leurs domiciles sans avoir pu se rendre dans l'ancien camp[43]. Suite à cette mauvaise expérience, les groupes lesbiens réagissent vivement en formulant une demande officielle sous la forme d'une « *Eingabe* », c'est-à-dire en adressant une demande à l'État, mode de communication typique entre les citoyen·ne·s et l'État est-allemand et en rencontrant des représentants du ministère qui finiront par s'excuser. En 1986, leur visite se déroule à nouveau sans heurts[44]. D'après l'ensemble de mes recherches sur les actions menées par des groupes homosexuels et les réponses étatiques à celles-ci, de telles confrontations se produisent rarement. Cette exceptionnalité tend à confirmer le fait que, si le régime surveille les manifestations homosexuelles, il ne les empêche pas de se tenir tant que les groupes ou individus ne sont pas perçus comme une menace pour le régime et tant qu'ils se conforment donc aux exigences de transparence voulues par l'État panopticon. Accepter les contraintes de cette transparence permet aux groupes de pouvoir exercer leurs activités, et ce malgré la surveillance et les difficultés qu'il ne s'agit pas ici de minimiser.

De même, les homosexuel·le·s non engagé·e·s dans des groupes militants peuvent également être surveillé·e·s pour diverses raisons, mais ne sont réprimé·e·s qu'en cas de remise en cause du régime. Par exemple, un *Nomenklaturkader*, c'est-à-dire un haut fonctionnaire du Parti, avec lequel j'ai eu l'occasion de m'entretenir et dont j'ai pu avoir accès au dossier personnel[45], fervent socialiste à l'époque des faits, s'est vu renvoyé du *Parti socialiste unifié d'Allemagne* (SED) suite à une allocution au congrès du Parti au printemps 1984 au cours de laquelle il déclare que les homosexuel·le·s devraient être mieux intégré·e·s dans la société socialiste. L'observation de son dossier personnel montre que le fait qu'il exprime des revendications en faveur de l'amélioration des conditions de vie des homosexuel·le·s a sans doute pu être à l'origine de son éviction, mais il est peu probable que cela soit la seule raison. Un IM dénommé Hans Sänger écrit certes dans un rapport de décembre 1984 qu'il s'est vu renvoyé en raison de son homosexualité[46], mais d'autres rapports n'en font même pas mention et soulèvent d'autres points considérés problématiques, comme les critiques qu'il formule à l'égard de certaines manifestations du Parti ou de l'URSS[47].

---

43 Robert-Havemann-Gesellschaft Berlin, documents de l'AK *Homosexuelle Selbsthilfe Berlin*, *Lesben in der Kirche*, sans titre, RHG/RG/B11.

44 Document sans titre écrit par l'AK *Homosexuelle Selbsthilfe*, *Lesben in der Kirche*, in der Berliner Gethsemane-Gemeinde, reproduit dans : Samirah Kenawi, *Frauengruppen in der DDR der 80er Jahre. Eine Dokumentation*, Berlin, Grauzone. Dokumentationsstelle zur nichtstaatlichen Frauenbewegung in der DDR, 1995, p. 388-390.

45 Entretien réalisé le 27.01.2015 à Berlin. Son dossier personnel m'a été confié par ses soins. Les dossiers n'existent pas en eux-mêmes, mais sont reconstruits par les archivistes à partir de documents épars. Les cotes des documents qui sont en ma possession sont les suivantes : BVfS Berlin AOPK 5585/91, BStU ; 14036/92, BA-Berlin. Il est possible que d'autres documents sous d'autres cotes concernent également cette personne.

46 Information, document daté du 12.12.1984, 14036/92, 000127, BStU.

47 Plusieurs documents attestent de ces critiques, notamment : Ministerium für Staatssicherheit Hauptabteilung XX/AKG, Berlin, 28.12.1983, 000055, BVfS Berlin AOPK 5585/91, BStU.

Il faut appréhender cette surveillance des homosexuel·le·s dans le cadre spécifique de la RDA, un panopticon qui à partir des années 1970 amoindrit la répression tout en renforçant la surveillance vis-à-vis de tous les groupes et individus considérés comme pouvant nuire au régime. Mais il est également essentiel de l'appréhender sur un temps plus long, notamment parce que cette politique homosexuelle combinant surveillance et relative tolérance en échange d'une certaine transparence n'est pas inédite en Allemagne.

## Le commissaire Hüllessem et le « département des homosexuels » sous le *Kaiserreich*

Malgré la pénalisation de la « débauche contre nature » entre hommes au titre du § 175, l'Allemagne et en particulier Berlin deviennent dès la fin du XIX^e^ siècle le « lieu de naissance » d'une identité homosexuelle, pour reprendre la formule de Robert Beachy[48], mais aussi d'une liberté nouvelle. Toutefois, comme l'historien américain et Jens Dobler l'ont démontré[49], cette liberté n'allait pas sans surveillance. Elle n'était même possible qu'*au prix* de la surveillance.

Sous le *Kaiserreich*, la répression des homosexualités est relativement faible. Seuls les « actes semblables au coït », c'est-à-dire pénétratifs ou intercruraux, entre hommes sont pénalisés et moins de 10 000 condamnations sont rendues pour ce motif entre 1871 et 1918[50]. Au début du XX^e^ siècle à Berlin, le taux de condamnation annuel par million d'habitants pour actes homosexuels ou zoophiles n'est que de 13,4[51]. Il existe certes quelques raids de police dans les lieux de socialisation homosexuels. Certains des visiteurs sont parfois emprisonnés pour trouble à l'ordre public et des locaux sont à l'occasion fermés. Mais ils sont rapidement remplacés par de nouveaux bars et les premières organisations et publications homosexuelles, autour notamment de Magnus Hirschfeld (1868-1935), commencent à se développer assez librement. La police berlinoise, sous l'impulsion du commissaire Leopold von Meerscheidt-Hüllessem (1849-1900) et de son successeur Hans von Treschkow (1866-1934), se montre en général plutôt tolérante vis-à-vis des homosexuel·le·s, d'autant plus qu'elle est consciente de l'inefficacité de la répression[52]. Elle ne cesse cependant jamais de les surveiller de près.

En 1885, le commissaire Hüllessem crée au sein de la police berlinoise l'*Homosexuelles Dezernat* (département des homosexuels), qui est bien davantage un

---

48 Robert Beachy, *Gay Berlin. Birthplace of a Modern Identity*, New York, Vintage Books, 2014.

49 *Ibid*., p. 42-84 ; Robert Beachy, « To Police and Protect. The Surveillance of Homosexuality in Imperial Berlin », in : Spector/Puff/Herzog, *After the History of Sexuality* (note 5), p. 109-123 ; Jens Dobler, *Zwischen Duldungspolitik und Verbrechensbekämpfung. Homosexuellenverfolgung durch die Berliner Polizei von 1848 bis 1933*, Francfort-sur-le-Main, Verlag für Polizeiwissenschaft (Schriftenreihe der Deutschen Gesellschaft für Polizeigeschichte, vol. 6), 2008 ; Jens Dobler, « Nicht nur Verfolgung – Auch Erfolge. Zusammenarbeit zwischen Schwulenbewegung und Polizei in der Kaiserzeit und der Weimarer Republik », in : Stephan Heiss, Wolfgang Schmale, *Polizei und schwule Subkulturen*, Leipzig, Leipziger Universitätsverlag, 1999, p. 48-60.

50 R. Hoffschildt, « 140.000 Verurteilungen nach § 175 » (note 17), p. 148.

51 Frédéric Stroh, *Justice et homosexualité sous le national-socialisme. Étude comparée du pays de Bade et de l'Alsace*, thèse de l'Université de Strasbourg, 2018, p. 375.

52 R. Beachy, *Gay Berlin* (note 48), p. 46.

instrument de surveillance que de répression. Comme l'explique Beachy, « la nouvelle approche » mise en œuvre par Hüllessem consiste « à tolérer la fraternisation homosexuelle dans une certaine limite » plutôt que de mener « de manière agressive » une répression tous azimuts des « activités sexuelles qui pourraient être illégales »[53]. Il s'agit notamment de laisser les homosexuel·le·s se réunir dans certains bars et espaces dédiés plutôt qu'ils ne se dispersent dans des parcs et autres lieux publics. Le travail de surveillance s'en trouve ainsi facilité, car « une politique d'observation de tous les parcs et les espaces publics n'était plus rentable ni même réaliste » en raison de l'expansion urbaine de Berlin[54]. Par ailleurs, Hüllessem établit des listes « d'aristocrates, d'officiers militaires et d'hommes d'affaires soupçonnés de liaisons homosexuelles » autant pour les protéger des maîtres-chanteurs, auxquels ils étaient particulièrement exposés en tant que membres de l'élite, que pour les surveiller[55]. Si cette pratique de listage des homosexuels masculins n'est pas une innovation d'Hüllessem, ni même du *Kaiserreich*, puisque des « *Päderastenlisten* » (listes de pédérastes) de la police prussienne sont avérées dès 1860 et qu'une section de la collection photographique des « criminels » mise en place en 1876 est d'emblée dédiée aux homosexuels, elle ne s'en structure pas moins en ce tournant du XIX^e^ siècle.

Bien qu'elle puisse la faciliter, cette surveillance n'aboutit pas à une répression généralisée de l'homosexualité. Magnus Hirschfeld lui-même le reconnaît en faisant remarquer dans le cas de Berlin que « si la police, étant donné que la liste des pédérastes établie par Meerscheidt-Hulle, comprend des milliers de noms, voulait procéder envers les homosexuels comme envers de vulgaires criminels, il en résulterait en peu de temps la non-exécutabilité de la loi pénale existante » et qu'elle s'en garde bien[56]. La répression policière se concentre en réalité principalement sur les prostitués[57] et les travestis[58], même si la pression sur ces derniers diminue à partir de 1909, lorsque Hirschfeld dissuade la police d'arrêter les personnes en possession d'un « *Transvestitenschein* » (certificat de travesti) délivré par un médecin[59].

Loin d'être un instrument de répression généralisée des homosexuel·le·s, leur surveillance vise même en partie à les protéger des maîtres-chanteurs qui les menacent de dénonciation et l'*Homosexuelles Dezernat* travaille en ce sens avec le département spécialisé dans la lutte contre le chantage[60]. En outre, la création du département et

---

53 *Ibid*., p. 55. Citation originale : « So instead of aggressively interdicting potentially illegal sexual activity […] the new approach was to tolerate homosexual fraternization within certain limits. »

54 *Ibid*. Citation originale : « a policy of monitoring every park and public space was no longer cost-effective or even realistic. »

55 *Ibid*., p. 71. Citation originale : « Hüllessem had maintained a collection of index cards with the names of aristocrats, military officers, and business leaders suspected of homosexual liaisons. »

56 Magnus Hirschfeld, *Les Homosexuels de Berlin* (1908), Lille, Cahiers Gai-Kitsch-Camp, 1993, p. 98, cité in : Florence Tamagne, *Histoire de l'homosexualité en Europe. Berlin, Londres, Paris, 1919-1939*, Paris, Seuil, 2000, p. 491.

57 Martin Lücke, *Männlichkeit in Unordnung. Homosexualität und männliche Prostitution in Kaiserreich und Weimarer Republik*, Francfort-sur-le-Main, Campus (Geschichte und Geschlechter, vol. 58), 2008.

58 R. Beachy, *Gay Berlin* (note 48), p. 170.

59 *Ibid*., p. 172.

60 J. Dobler, « Nicht nur Verfolgung » (note 49), p. 50.

la mise en œuvre d'une politique des homosexualités fondée sur une certaine tolérance sont un facteur essentiel du développement du milieu homosexuel lui-même et des recherches sur les homosexualités en permettant, toujours sous surveillance, une certaine expansion du milieu et sa constitution en un objet d'étude[61]. Les milieux homosexuels eux-mêmes comprennent bien les avantages à « travailler » avec la police, puisqu'ils bénéficient ainsi d'une certaine liberté et protection contre les maîtres-chanteurs et que cela permet un développement des travaux sur les homosexualités. Le *Wissenschaftlich-humanitäre Komitee* (WhK), fondé en 1897 par Hirschfeld, collabore étroitement avec la police et Hirschfeld lui-même considère que le « département pour les affaires homosexuelles », comme il le nomme, est un « partenaire de discussion au sein de la police pour ce qui concerne les modes de vie des homosexuels »[62]. En 1905, le WhK publie d'ailleurs une brochure informative à l'attention de la police.

## La surveillance policière sous la République de Weimar

La République de Weimar est généralement présentée comme une période de grande liberté pour les homosexuel·le·s, en particulier à Berlin[63]. Un premier mouvement homosexuel, revendiquant l'égalité et la visibilité pour les homosexuel·le·s, se développe sur les bases posées à la fin du siècle précédent. L'*Institut für Sexualwissenschaft*, qui est créé en 1919 par Hirschfeld, s'évertue à démontrer scientifiquement l'iniquité de la pénalisation des actes sexuels entre hommes en arguant que les homosexualités seraient innées et naturelles. Les publications dédiées, telles que *Der Eigene*, *Die Freundschaft* ou *Die Freundin*, se multiplient. Les discours sur les homosexualités parviennent à s'exprimer dans l'espace public, tandis qu'un vent de libération sexuelle souffle sur la scène homosexuelle berlinoise. Du côté de la répression pénale, un peu moins de 8000 condamnations seulement sont rendues au titre de la « débauche contre nature » entre hommes durant toute la période[64]. Entre 1925 et 1932, le taux de condamnation annuel par million d'habitants passe même à 4,6 dans la capitale[65].

Il serait toutefois faux de décrire cette période comme un moment de liberté sans contrainte, car la répression n'est pas inexistante. La censure sur la presse homosexuelle s'intensifie. *Die Freundschaft* et *Der Eigene* font l'objet de procès et plusieurs numéros de journaux, tels que le *Frauenliebe*, sont interdits[66]. Par ailleurs, les prostitués et les travestis, qui ne sont pas nécessairement homosexuels, mais qui sont généralement appréhendés comme tels, continuent de préoccuper tout particulièrement les autorités répressives et sont systématiquement arrêtés. La répression de ces

---

61 R. Beachy, *Gay Berlin* (note 48), p. 56.

62 J. Dobler, « Nicht nur Verfolgung » (note 49), p. 50. Citation originale : « der Ansprechpartner für homosexuelle Lebensweisen bei der Polizei ».

63 Sur l'histoire des homosexualités sous la République de Weimar, voir notamment : Laurie Marhoefer, *Sex and the Weimar Republic. German Homosexual Emancipation and the Rise of the Nazis*, Toronto, University of Toronto Press, 2015 ; F. Tamagne, *Histoire de l'homosexualité en Europe* (note 56), p. 59-60 et 93-125.

64 R. Hoffschildt, « 140.000 Verurteilungen nach § 175 » (note 17), p. 148.

65 F. Stroh, *Justice et homosexualité sous le national-socialisme* (note 51), p. 379.

66 Jens Dobler, *Polizei und Homosexuelle in der Weimarer Republik. Zur Konstruktion des Sündenbabels*, Berlin, Metropol Verlag, 2020, p. 123.

quelques figures homosexuelles fonde en particulier la thèse de Laurie Marhoefer, selon laquelle la liberté sous la République de Weimar n'est possible que pour certain·e·s homosexuel·le·s et se fait au détriment de ceux ou celles qui bousculent le plus les normes sociales[67]. Enfin, la politique de tolérance n'est pas appliquée à l'identique dans toute l'Allemagne. Dans le Munich des années 1920 par exemple, les homosexuel·le·s font régulièrement l'objet d'arrestations et les publications sont plus souvent interdites qu'à Berlin, et ce dans un contexte général de large contrôle social par l'extrême droite[68]. À Dresde, une présence prolongée dans des toilettes publiques, l'hébergement d'une personne homosexuelle ou toute conduite suspecte avec des hommes suffisent à être maintenu jusqu'à trois jours en prison[69].

Mais au-delà de ces quelques formes de répression spécifiques, il apparaît surtout que la surveillance policière des homosexualités se poursuit durant toute la République de Weimar, que ce soit vis-à-vis de la presse homosexuelle, comme nous l'avons vu, ou vis-à-vis des personnes homosexuelles elles-mêmes. La police se livre à un « jeu trouble », pour reprendre l'expression de Florence Tamagne, en continuant même à Berlin d'épier en civil les lieux de rencontre homosexuels, tout en laissant généralement les activités, notamment les danses entre personnes de même sexe, s'y dérouler[70]. Le militant et journaliste Hans Siemsen (1891-1969) estime en 1927 qu'il n'existerait pas un seul bar homosexuel à Berlin qui ne soit connu de la police et placé sous surveillance[71]. Il décrit notamment la vie d'un bar homosexuel de l'est berlinois, dont le patron est en bons termes avec la police et s'assure que chacun des clients se comporte convenablement de sorte que celle-ci n'ait pas à intervenir. Selon Charlotte Wolff (1897-1986) et Christopher Isherwood (1904-1986), si des raids de police ont parfois lieu dans les clubs homosexuels berlinois, ils ne mènent généralement pas à l'arrestation des clients[72]. Le plus souvent, les policiers se contentent de relever leur identité et n'arrêtent que les prostitués, les jeunes garçons échappés de centres de détention, les trafiquants et autres individus suspects.

Cette surveillance se fait également dans le cadre d'une coopération entre la police et les homosexuel·le·s. Comme pour le *Kaiserreich*, Jens Dobler a montré que la police de Weimar cherche à protéger les élites homosexuelles des maîtres-chanteurs qui continuent de les menacer[73], à l'image du banquier Otto Zöhn qui se suicide en 1926 après avoir été sommé par un jeune prostitué de lui verser de l'argent contre son

---

67 L. Marhoefer, *Sex and the Weimar Republic* (note 63), p. 7.

68 *Ibid.*, p. 69-70 ; Stephan Heiss, « München. Polizei und schwule Subkulturen. 1919-1944 », in : Stephan Heiss, Wolfgang Schmale (éd.), *Polizei und Schwule Subkulturen*, Leipzig, Leipziger Universitätsverlag, 1999, p. 61-79.

69 F. Tamagne, *Histoire de l'homosexualité en Europe* (note 56), p. 492.

70 *Ibid.*, p. 490-492.

71 Hans Siemsen, *Schriften. Verbotene Liebe und andere Geschichten. 1913-1927*, Essen, Torso, 1986, p. 247-248, cité in : R. Beachy, *Gay Berlin* (note 48), p. 206-207.

72 Charlotte Wolff, *Hindsight*, Londres, Quartet Books, 1980, p. 76 ; Christopher Isherwood, *Christopher and his Kind*, Londres, Methuen, 1977, p. 29-30, cités in : F. Tamagne, *Histoire de l'homosexualité en Europe* (note 56), p. 490-491.

73 J. Dobler, *Polizei und Homosexuelle in der Weimarer Republik* (note 66), p. 13-14 ; J. Dobler, « Nicht nur Verfolgung » (note 49), p. 57.

silence[74]. Alors qu'il se plaint de l'hostilité de la police munichoise, le WhK affirme lui-même en 1930 que « l'administration policière d'autres villes allemandes observe de manière discrète les locaux homosexuels, afin de pouvoir contrôler les maîtres-chanteurs et autres éléments asociaux »[75].

Comme sous le *Kaiserreich*, la surveillance policière des milieux homosexuels sous la République de Weimar ne s'articule donc pas avec leur répression. Elle vise avant tout à lutter contre la délinquance ou la criminalité en général et à défendre les homosexuel·le·s des tentatives de chantage, et non à combattre l'homosexualité en tant que telle. Cela explique pourquoi « durant des décennies, probablement des milliers d'homosexuels ont ouvertement fait la fête sous les yeux de la police »[76].

## Répression et surveillance : une dialectique pour analyser l'histoire des homosexualités en Allemagne et appréhender le cas de la RDA

L'historiographie montre que la police allemande, en particulier berlinoise, a mené sous le *Kaiserreich* et la République de Weimar une politique homosexuelle combinant tolérance et surveillance. Il s'agissait pour elle non pas d'annihiler, mais uniquement de réguler les homosexualités en redéfinissant les frontières de la déviance et en concentrant la répression sur certaines figures homosexuelles, en particulier sur les prostitués et les travestis. En dépit de la pénalisation des actes sexuels entre hommes, la plupart des homosexuel·le·s disposaient d'un certain espace de liberté. Mais si la répression était limitée, la surveillance était en revanche particulièrement large et efficace, puisque la plupart des lieux de rencontre et l'ensemble de la presse spécialisée semblent avoir été placés sous l'œil de la police. Cette surveillance visait avant tout à maintenir la pression sur les homosexuel·le·s et à les circonscrire dans des espaces spécifiques au lieu de chercher vainement à les criminaliser. À l'exception de la prostitution homosexuelle et du travestissement, cette surveillance ne servait donc pas une politique particulièrement répressive des homosexualités.

Cette politique homosexuelle de la police du *Kaiserreich* et de la République de Weimar permet de reconsidérer le cas de la RDA en tissant des liens entre les différents régimes allemands du XX^e^ siècle. Il ne s'agit pas d'affirmer simplement que ce qui se passe en Allemagne de l'Est ne serait que la prolongation, sous un régime socialiste, de la politique homosexuelle du *Kaiserreich* et de la République de Weimar. Mais il ne faudrait pas non plus enfermer l'analyse de la surveillance des homosexualités en RDA sur elle-même et la considérer comme totalement spécifique. L'amplification à partir du début des années 1970 de la surveillance des homosexuel·le·s, comme de l'ensemble de la société, par la Stasi, alors même que la répression est particulièrement limitée, est aussi à comprendre au regard de ces deux régimes antérieurs qui articulaient de la même manière force de la surveillance et faiblesse de la répression. Comme l'a fait

---

74 L. Marhoefer, *Sex and the Weimar Republic* (note 63), p. 123.

75 Citation des *Mitteilungen des Wissenschaftlich-Humanitären Komitees* de mars 1930 par F. Tamagne, *Histoire de l'homosexualité en Europe* (note 56), p. 492.

76 J. Dobler, « Nicht nur Verfolgung » (note 49), p. 49. Citation originale : « Wie ist es aber zu erklären, daß Jahrzentenlang hunderte, vielleicht tausende Homosexuelle unter den Augen der Polizei öffentlich feierten ? »

remarquer Sonia Combe pour la RDA en général, on peut même dire que c'est justement l'intensité de la surveillance qui rend la répression des homosexuel·le·s « superflue » sous les trois régimes.

La perspective de temps long permet également de mettre en lumière la fabrication des « déviances homosexuelles » au fil de l'histoire allemande. Si le *Kaiserreich*, la République de Weimar et la RDA peuvent être considérés comme des périodes de relative liberté homosexuelle, il apparaît que certaines figures homosexuelles n'en ont pas moins été exclues. Mais alors qu'avant 1933, les policiers allemands s'attachent principalement à lutter contre les prostitués et les travestis, ce sont en RDA les homosexuel·le·s portant un discours politique critique qui sont visé·e·s. Même si les critères de distinction varient, l'État trace donc à chaque fois une ligne entre les « bon·ne·s » homosexuel·le·s, qu'il suffirait de surveiller, et les « mauvais·e·s » homosexuel·le·s, qui font l'objet de sanctions plus ou moins violentes.

Cette histoire des homosexualités allemandes sur la longue durée ne saurait se restreindre aux trois régimes que nous avons abordés ici, car certaines pratiques de surveillance se retrouvent de manière analogue sous le national-socialisme et en RFA. La consignation des activités des homosexuel·le·s, voire leur fichage l'illustrent bien, puisque ces pratiques s'observent aussi bien au sein de l'*Homosexuellen Dezernat* du *Kaiserreich*, au sein de la *Reichszentrale zur Bekämpfung der Homosexualität und Abtreibung* (Centrale du *Reich* de lutte contre l'homosexualité et l'avortement) du « III^e *Reich* » avec ses 42 000 fichiers homosexuels qu'au travers des « *rosa Listen* » (listes roses) encore utilisées sous la RFA[77]. Ces listes survivent d'ailleurs aux changements de régime et sont transmises d'une période à l'autre. Si les listes de la police berlinoise constituées sous le *Kaiserreich* et la République de Weimar n'avaient pas été pensées au service d'une politique répressive large, elles ont fini par être utilisées à cette fin sous le national-socialisme[78]. Ce n'est finalement qu'à partir des années 1980, sous la pression des mouvements homosexuels, que ces fichiers sont supprimés. Alfons Pawelczyk (né en 1933), *Innensenator* de la ville de Hambourg, ordonne ainsi leur destruction dès le début de la décennie, mais une base de données comportant plus de 250 noms d'hommes homosexuels est encore découverte en 1988 à Cologne[79]. Il en va de même pour les pratiques d'observation, puisqu'un dispositif de miroirs sans tain placé par la police est encore découvert en 1980 à Hambourg dans des toilettes publiques servant de lieux de rencontre homosexuels[80].

Malgré la spécificité du régime est-allemand, notamment l'importance de son appareil de surveillance et son système de suspicion généralisée, l'analyse de sa politique

---

77 Alexander Zinn, *«Aus dem Volkskörper entfernt»? Homosexuelle Männer im Nationalsozialismus*, Francfort-sur-le-Main/New York, Campus, 2018, p. 290.

78 F. Tamagne, *Histoire de l'homosexualité en Europe* (note 56), p. 491.

79 « Große Anfrage der Abgeordneten Frau Oesterle-Schwerin, Frau Schmidt-Bott und der Fraktion die Grünen. Deutscher Bundestag, 11. Wahlperiode. Rosa Listen Beeinträchtigung des Rechtes auf informationelle Selbstbestimmung von Homosexuellen durch den Homosexuellen-Sonderparagraphen (§ 175 StGB) und die Sicherheitsrichtlinien (SiR) », in : Deutscher Bundestag, Drucksache 11/2586, 24.06.1988, p. 2 (dserver.bundestag.de/btd/11/025/1102586.pdf).

80 « Dicker Hammer », *Der Spiegel*, 29 (1980), 13.07.1980 (www.spiegel.de/politik/dicker-hammer-a-c486aefb-0002-0001-0000-000014331869).

homosexuelle bénéficierait, comme je l'ai démontré, d'une lecture sur la longue durée. Travailler l'histoire de la RDA dans la continuité et la comparaison avec le *Kaiserreich* et la République de Weimar, mais aussi avec la RFA permet de voir l'État socialiste sous un autre jour et d'apporter de nouvelles pistes de recherche fructueuses en nuançant son caractère répressif et en relativisant l'emprise du régime et son impact sur les vies quotidiennes. Une telle lecture ne doit cependant pas donner de la RDA l'image d'un État sans contrainte pour les gays et lesbiennes. Tout comme le *Kaiserreich* et la République de Weimar, la RDA n'a pas été un paradis de liberté pour les homosexuel·le·s. Sur nombre d'aspects, être homosexuel·le en RDA a sans doute même été beaucoup plus difficile du point de vue de l'accès à l'espace publique et à la communication hors des appartements privés que ce n'était le cas sous le *Kaiserreich* et la République de Weimar. Si elle a certainement progressé à partir de la seconde moitié des années 1980, l'égalité de traitement avec les hétérosexuel·le·s n'y a jamais, loin s'en faut, été atteinte.

**Résumé**

*À partir notamment de l'étude des dossiers de la Stasi, cet article démontre que les années 1970 et 1980, sur lesquelles se concentre l'analyse, sont marquées en République démocratique allemande (RDA) par une surveillance importante des homosexuel·le·s, mais une répression, au sens large du terme, relativement faible. Ce mode de régulation étatique des homosexualités, qui part du principe selon lequel l'intensité de la surveillance rendrait la répression superflue, s'observe avec une remarquable constance également sous le* Kaiserreich *et la République de Weimar. Cependant, les figures homosexuelles qui préoccupent le plus les autorités diffèrent d'un régime à l'autre, passant du prostitué et du travesti avant 1933 à l'opposant·e politique sous la RDA. En l'inscrivant ainsi dans une histoire longue des homosexualités en Allemagne, cet article relativise l'irréductibilité du cas est-allemand.*

**Zusammenfassung**

*Insbesondere auf Grundlage der Untersuchung der Stasi-Akten beweist dieser Aufsatz, dass die 1970er und 1980er Jahre, auf die sich die Studie konzentriert, für die Behandlung der Homosexuellen in der Deutschen Demokratischen Republik (DDR) durch umfassende Überwachung, aber relativ geringe Unterdrückung charakterisiert sind. Diese Form staatlicher Regulierung der Homosexualitäten, die davon ausgeht, dass das Ausmaß der Überwachung die Unterdrückung verzichtbar macht, ist in bemerkenswerter Konstanz auch im Kaiserreich und in der Weimarer Republik festzustellen. Die Kategorien von Homosexuellen, welche die Behörden am meisten beschäftigten, unterscheiden sich aber je nach politischem Regime: sie reichen von Strichjungen und Transvestiten vor 1933 bis zu politischen Gegner*innen in der DDR. Durch die Einordnung in den längerfristigen Verlauf der Geschichte der Homosexualitäten in Deutschland relativiert dieser Artikel die Einmaligkeit des ostdeutschen Falls.*

**Abstract**

*This article, partly based on files of the East German political police (Stasi), shows that the 1970s and the 1980s in the German Democratic Republic (GDR) are characterized by*

*extensive surveillance of homosexuals, but relatively weak repression, understood in a broad sense. This form of state regulation of homosexualities, which presupposes that the extent of surveillance makes repression dispensable, was a remarkably consistent pattern also during the Kaiserreich and the Weimar Republic. However, the homosexual of concern to the authorities differed from regime to regime: the prostitute and transvestite before 1933, the political opponent in the GDR. By placing it in a long history of homosexualities in Germany, this article relativizes the singularity of the East German case.*